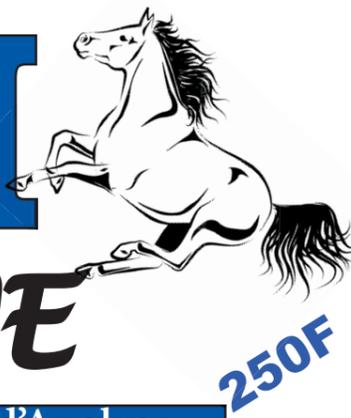
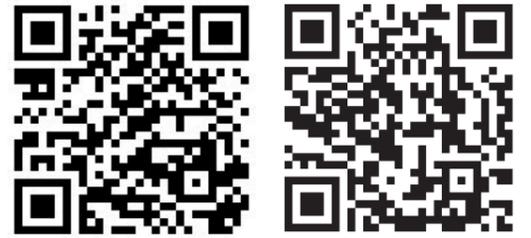


FORUM DE LA SEMAINE



250F

110ème Année N°2865 du Lundi 19 Juillet 2021



Abonnement de
votres Journal
Forum de la Semaine

Ecoutez
FORUM INTER

Site: <http://www.forumdelasemaine.com>

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse



ECONOMIE / IDA20:

La Banque mondiale salue la pertinence des propositions de Faure Gnassingbé

En marge des travaux du sommet des Chefs d'Etat africains sur la 20è reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA20) tenu jeudi dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire, Faure Gnassingbé a accordé une audience à Axel van Trotsenburg. A l'occasion, le Directeur général des opérations de la Banque mondiale a salué la « participation active » du Chef de l'Etat togolais à cette rencontre de haut niveau consacrée à un plaidoyer pour la reconstitution des fonds de l'IDA, la qualité ainsi que la pertinence de ses propositions. P.3

ENQUÊTE



DOUANIERS, POLICIERS, COMMERÇANTS, ÉTAT TOGOLAIS...

À QUI PROFITE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES TERRESTRES ?

Immersion dans une nébuleuse qui fait des richissimes au détriment de l'Etat.

Depuis le 21 mars 2020, le gouvernement togolais, dans l'optique de protéger les Togolais contre la pandémie à Coronavirus qui a durement frappé les pays du monde entier, avait décidé de fermer toutes les frontières terrestres. Cette restriction ne touche toutefois pas les véhicules transportant des marchandises. Donc l'objectif principal est de limiter les flux humains de part et d'autres de nos frontières afin d'isoler la population togolaise de tout contact extérieur pouvant importer la Covid-19 sur notre sol. Plus d'un an, la mesure est toujours en vigueur sauf que le flux humain qu'elle vise à limiter s'est exponentiel-

lement accru et est devenu un business très lucratif permettant d'enrichir de façon effroyable, une catégorie d'acteurs de la vie publique chargés de mettre en application les vitales dispositions prises au sommet de l'Etat. La population togolaise censée bénéficier des bienfaits de ces mesures est passée à la trappe, royalement siphonnée au point où elle se pose la question de savoir: entre les agents des services de la Police nationale, des douanes, l'Etat togolais et les commerçants, à qui profite au juste, à l'étape actuelle des choses, la décision de la fermeture des frontières terrestres togolaises avec les pays voisins ?

Industrialisation au Togo



Victoire Tomégah-Dogbé et les responsables du GITO en parlent
Industrialisation au Togo



En six (6) mois, les routes togolaises ont tué 346 personnes
Port autonome de Lomé



Un navire échoue dans le sable et rochers de Gbétchogbé P.4

LE DECODEUR HD A 5000 FCFA INCROYABLE AVEC TOUTES LES FORMULES

ENSEMBLE CELEBRONS LE FOOT

CANAL+ EURO2020 DIFFUSEUR OFFICIEL

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent



ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui tousse

en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d' « éviter de porter régulièrement

les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de

la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles.

Togotopnews

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

QF & ARF

QUITUS FISCAL & ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

#CQFS

A partir du 1^{er} janvier 2021, il est institué en plus du **quitus fiscal**, l'«**attestation de régularité fiscale**».

ECONOMIE / IDA20:

La Banque mondiale salue la pertinence des propositions de Faure Gnassingbé

En marge des travaux du sommet des Chefs d'Etat africains sur la 20^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA20) tenu jeudi dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire, Faure Gnassingbé a accordé une audience à Axel van Trotsenburg. A l'occasion, le Directeur général des opérations de la Banque mondiale a salué la « participation active » du Chef de l'Etat togolais à cette rencontre de haut niveau consacrée à un plaidoyer pour la reconstitution des fonds de l'IDA, la qualité ainsi que la pertinence de ses propositions.

« Nous sommes en train de négocier une nouvelle reconstitution des ressources de l'IDA. Nous voulons avoir une reconstitution très ambitieuse, raison pour laquelle j'apprécie beaucoup la présence du Président ici et son accompagnement dans cet effort de négocier un accord le plus favorable pour l'Afrique », a-t-il déclaré.

Le Chef de l'Etat et le Directeur général des opérations de la Banque mondiale (BM) ont par ailleurs fait un tour d'horizon du programme-pays de l'institution de Breton Woods à travers l'Association internationale de développement (IDA) et les perspectives dans le secteur de la santé publique notamment.

Après avoir félicité le gouvernement togolais pour sa gestion efficace de la pandémie, M. Axel van Trotsenburg a réaf-



firmé la volonté de son institution à soutenir la campagne vaccinale dans notre pays à travers l'initiative de l'Union africaine (UA).

« J'ai confirmé la volonté de la Banque mondiale de financer l'achat des vaccins et aussi de financer toutes les logistiques qui sont associées à cette campagne. Et pour nous, c'est clair que la Banque mondiale a annoncé le financement de 400 millions de doses que l'Union africaine a négocié avec Johnson and Johnson. On est en train de mettre en vigueur cet engagement », a-t-il ajouté.

Le gouvernement togolais a commandé trois millions de doses du vaccin Pfizer via cette plateforme. Elles seront li-

vrées dans les prochains jours.

Le Togo et la Banque mondiale développent un partenariat structuré autour de trois axes majeurs à savoir la performance du secteur privé et la création d'emploi, la prestation de services publics inclusifs ainsi que la durabilité et la résilience environnementales. Sous le leadership du Chef de l'Etat, cette coopération a permis à notre pays d'enregistrer des résultats encourageants dans les rapports Doing Business et d'évaluation des politiques et institutions nationales en Afrique (CPIA) marqués par une amélioration très sensible du taux d'absorption des ressources.

TogoEnLive

Industrialisation au Togo

Victoire Tomégah-Dogbé et les responsables du GI TO en parlent



Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a conféré, jeudi 15 juillet 2021 à Lomé avec une délégation du groupement des industries du Togo (GI TO), conduite par son président, Kossi Glé, a appris l'Agence de presse AfreePress.

Les discussions ont porté sur les enjeux de l'industrialisation du Togo pour créer plus de richesses et d'emplois.

« Nous avons rencontré Mme le Premier ministre et avons profité pour avoir ses conseils et orientations. Nous sommes à ce jour, dans la numérisation et nous avons l'intention de faire des labels numérisés pour permettre à nos réseaux de distribution d'être compétitifs dans la sous-région et pourquoi pas dans la ZLECAF. Nous avons passé en

revue la plupart des sujets qui touchent à l'industrialisation au Togo et nous sommes convaincus avec la dynamique et la disposition du Chef de l'Etat que conduit par le gouvernement de Mme le Premier ministre, nous allons progressivement nous industrialiser », a confié le président du GI TO au sortir de l'entrevue.

Pour rappel, le Togo s'industrialise progressivement avec des unités de transformation dans plusieurs domaines. Des chaînes de valeurs selon des normes internationales sont en cours de construction dans la Plateforme industrielle d'Adetikopé pour rendre les industries togolaises plus compétitives sur le marché mondial.

Afreepress.info

ENQUÊTE

DOUANIERS, POLICIERS, COMMERÇANTS, ETAT TOGOLAIS...

À QUI PROFITE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES TERRESTRES ?

Immersion dans une nébuleuse qui fait des richissimes au détriment de l'Etat.

Depuis le 21 mars 2020, le gouvernement togolais, dans l'optique de protéger les Togolais contre la pandémie à Coronavirus qui a durement frappé les pays du monde entier, avait décidé de fermer toutes les frontières terrestres. Cette restriction ne touche toutefois pas les véhicules transportant des marchandises. Donc l'objectif principal est de limiter les flux humains de part et d'autres de nos frontières afin d'isoler la population togolaise de tout contact extérieur pouvant importer la Covid-19 sur notre sol. Plus d'un an, la mesure est toujours en vigueur sauf que le flux humain qu'elle vise à limiter s'est exponentiellement accru et est devenu un business très lucratif permettant d'enrichir de façon effroyable, une catégorie d'acteurs de la vie publique chargés de mettre en application les vitales dispositions prises au sommet de l'Etat. La population togolaise censée bénéficier des bienfaits de ces mesures est passée à la trappe, royalement siphonnée au point où elle se pose la question de savoir: entre les agents des services de la Police nationale, des douanes, l'Etat togolais et les commerçants, à qui profite au juste, à l'étape actuelle des choses, la décision de la fermeture des frontières terrestres togolaises avec les pays voisins ?

Samedi 10 Juillet 2021. Il sonnait un peu plus de 07h ce matin là. Nous sommes au devant-poste de la police des frontières de Sanvee-Condji. Le policier qui enregistrait les pièces des voitures déclarait avec un sarcasme inouï : «Vous les Togolais vous êtes encore riches ce matin hein...». «Ah bon?» a sursauté notre chauffeur. Et devant son étonnement l'agent béninois enfonça le clou: «Vous êtes exactement la 150^{ème} voiture dont j'enregistre les pièces». Le policier béninois n'a pas été très explicite. Mais nous avons découvert le pot-aux-roses de l'autre côté de la barrière à Hilla-Condji sur le territoire togolais.

Tenez-vous bien:
- pour descendre la corde et faire passer la voiture: 5000 Francs CFA sont exigés et nous sommes dans l'obligation de les payer.
- formalités policières: 5000 Francs CFA
- frais pour les douaniers: 5000



Francs CFA
- laissez-passer OTR: 7000 Francs CFA (nous vous produisons un exemplaire d'un autre véhicule)
- nous, les 4 passagers à bord de la voiture aux côtés du Chauffeur avons payé 4.000 Francs à raison de 1000 Francs par personne.
Au total, nous avons payé 26.000 Francs avant de pénétrer le territoire togolais. Le propriétaire du

véhicule qui est reparti le même jour a attesté par téléphone avoir payé les mêmes frais au niveau de la Police et de l'agent qui était chargé de baisser la barrière pour laisser passer la voiture, en plus des 4000 Francs CFA des passagers à bord de sa voiture. Rappelons qu'en allant à Cotonou la veille nous avons payé 1000Francs CFA aux agents agents de police avant de pou-

Suite à la Page 4

Sécurité routière au 1er semestre de l'année

En six (6) mois, les routes togolaises ont tué 346 personnes



Au Togo, les accidents de circulation continuent de faire un ravage. Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Gal Yark Damehane a fait, en milieu de semaine, le point de la situation. Il avait à ses côtés son collègue des transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-Dedji. Pour le compte du premier semestre de 2021 (janvier à juin), on déplore déjà 346 personnes en vies humaines.

Selon les statistiques, on note une augmentation de décès et de blessés enregistrés sur les routes togolaises.

De janvier à juin 2021, 3.815 cas d'accidents ont été enregistrés. Au cours de ces accidents, 346 personnes ont perdu leurs vies en pleine circulation. On déplore également 4.721 blessés.

Par rapport au premier semestre de 2020, on note une nette augmentation. En effet, à cette époque, 2.627 cas d'accidents étaient enregistrés, pour 3 734 personnes blessées. On

déplore 241 décès.
Causes des accidents
Damehane Yark et Affoh Atcha-Dedji évoquent plusieurs facteurs pour expliquer la hausse du nombre des accidents de circulation au Togo. Les deux ministres de Faure Gnassingbé pointent l'excès de vitesse, la non-maîtrise des engins, les dépassements hasardeux et globalement le non-respect du Code de la route.

En effet, plusieurs usagers de la route ne respectent pas les feux tricolores. D'autres utilisent leur téléphone portable au volant. Au niveau des transporteurs, il est mis en cause la surcharge.

A cela s'ajoutent aussi le refus du respect de la priorité, les stationnements sans signalisation ainsi que la conduite en état d'ébriété.

Le Général Damehane Yark appelle les populations togolaises à une prise de conscience pour sauver plusieurs vies.

Togobreakingnews.info

Immersion dans une nébuleuse qui fait des richissimes au détriment de l'Etat.

Suite de la Page 3

voir passer.

Au total, la voiture de notre frère résidant à Cotonou a déboursé 40.000 Francs CFA avec ses passagers. C'est une règle non-écrite rigoureusement appliquée à tous ceux qui veulent traverser la frontière entre le Togo et le Bénin.

Le policier béninois déclarait peut après 7h du matin que nous étions la 150e voiture. Ce qui veut dire 40.000 Francs CFA multipliés par 150 véhicules. Ce qui fait la rondelette somme de 6.000.000 (Six millions) de Francs CFA engrangés peu après 7heures du matin.

Et sur cette coquette somme, 1.050.000 (Un million cinquante mille) Francs CFA seulement rentreraient dans les caisses de l'OTR si et seulement si les reçus de laisser-passer délivrés n'étaient pas falsifiés par les agents qui empocheront quoiqu'il en soit 4.950.000 (Quatre million neuf cent cinquante mille) Francs CFA.

Qu'en sera-t-il jusqu'à midi? Qu'en sera-t-il jusqu'à la fin de la journée et qu'en sera-t-il toute la nuit? Bref qu'en sera-t-il jusqu'à la fin du mois?

En ce qui concerne les marchandises, n'en parlons pas. Car étant donné qu'il n'y a pas un système de surveillance et de décompte sophistiqué, les agents peuvent enregistrer le nombre de passages et la quantité qu'ils veulent. Malheureusement ce système mafieux ne s'arrête pas qu'à la seule frontière de Hillah-Condji. Il est perceptible au niveau de plusieurs autres frontières du Togo qui sont of-

ficiellement fermées avec des conséquences dramatiques sur l'économie nationale. Car les plus gros clients des fournisseurs togolais des Grands Marchés de Lomé viennent de l'extérieur. Malheureusement avec la fermeture des frontières et ses complications au niveau des formalités, ces clients sont presque partis chercher des débouchés ailleurs. L'économie nationale est alors asphyxiée.

Pendant ce temps, l'objectif principal qu'ont visé nos autorités avant de décréter la fermeture des frontières est battu en brèche. Les gens continuent à pénétrer abondamment le territoire togolais dont les populations ne sont plus isolées comme souhaité. Et la pandémie sévit toujours sur notre territoire avec ses nombreux variants d'ailleurs, qui pénètrent facilement nos frontières malgré la décision officielle de leurs fermeture.

Alors la question qui saute à l'esprit est la suivante: où se trouve alors la nécessité de maintenir la fermeture des frontières si les gens peuvent seulement payer pour pénétrer notre territoire? La fermeture des frontières signifierait-il qu'on peut payer les agents censés faire respecter la mesure pour passer? Le fait de payer les policiers et douaniers qui laissent passer permet-il de délaissier la maladie de l'autre côté des frontières quand on est porteur du virus? Est-il normal qu'on érige ce système pour spolier les pauvres passagers au profit des agents grassement payés par l'argent du pauvre contribuable? Encore une fois à quoi sert alors la fermeture des

frontières terrestres togolaises?

Déjà plusieurs voix se sont levées pour pointer du doigt les effets néfastes constatés sur les activités commerciales dans notre pays suite à cette mesure. «Mes activités sont pratiquement au point mort depuis la fermeture des frontières terrestres, car la plupart de mes clients viennent de l'extérieur notamment de la Côte d'Ivoire et des pays limitrophes du Togo» comme le Bénin ou le Ghana, se plaint Mme Goka Celine, 52 ans, Commerçante de tissus au grand marché de Lomé. Mais déjà, la Banque mondiale avait relevé dans une étude réalisée en septembre 2020 que «la fermeture des frontières, les mesures de distanciation sociale et la limitation des déplacements (...) ont porté un coup dur à l'activité économique au Togo», petit pays d'Afrique de l'Ouest de 7,8 millions d'habitants, où beaucoup dépendent du commerce au sein de la zone de libre échange de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), d'autant que les côtes du Togo ne s'étendent que sur une cinquantaine de kilomètres.

L'Etat togolais, dans l'intérêt de la population, est appelée à revoir à tête froide cette mesure concernant la fermeture des frontières. Autrement, l'économie nationale s'en sortira très mal tandis que des repus de la République, bien traités par l'argent du pauvre contribuable, continueront à se sucrer à coups de millions de nos francs sur le dos des pauvres citoyens. Bon à suivre!

Dimas DZIKODO

CIVISME FISCAL

L'ex international togolais Emmanuel Adébayer, nouvel ambassadeur de l'OTR



Le Commissaire général de l'OTR, Kokou Tchodié (g) et l'ex capitaine des Eperviers, Emmanuel Adébayer Shéyoi (dt), après la signature de l'accord.

L'ex international togolais, Emmanuel Shéyoi Adébayer, est depuis le mardi 13 juillet dernier, nouvel ambassadeur du civisme fiscal au Togo. L'ancien capitaine des Eperviers du Togo a conclu un accord avec l'Office togolais des recettes (OTR) au siège de sa fondation caritative à Lavié, dans la Région des Plateaux.

Une vue de l'assistance lors de la signature d'un accord...

Par cet accord, l'ancienne star du football et ex-capitaine des Eperviers du Togo, Emmanuel Shéyoi Adébayer, s'engage à sensibiliser ses compatriotes sur le civisme fiscal. Ainsi, selon le protocole d'accord, l'Office togolais des recettes (OTR) pourra utiliser gratuitement l'image de l'ex joueur des Eperviers du Togo, dans le cadre des activités de sensibilisation, de formation ou de

communication sur le civisme fiscal.

Pour le Commissaire général de l'OTR, Philippe Kokou Tchodié, «certains ont déjà pu observer sur les chaînes de télévision, Shéyoi Adébayer exhorter nos compatriotes à payer la taxe d'habitation ou la taxe foncière. C'est en ce sens que nous avons souhaité lier ce partenariat nous permettant d'utiliser gratuitement son image pour promouvoir le civisme fiscal».

L'assistance...

De son côté, Shéyoi Adébayer explique que «le développement de chaque pays se réalise grâce aux impôts. Donc je demande à mes compatriotes de faire des efforts pour payer les impôts». Et de poursuivre que notre pays «réalise en ce moment, quelque chose de magnifique et c'est à nous de mobiliser la population».

Payez les impôts, c'est contribuer au développement de la nation!

macite.info

Opérationnalisation de la ZLECAf

Issoufou reçoit les « chaleureuses félicitations » de Gnassingbé

Issoufou, n'est plus le chef d'Etat du Niger mais se voit honoré. L'ancien président nigérien a œuvré pour l'opérationnalisation de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine). Une statue à son effigie a été dévoilée vendredi à Accra en présence de plusieurs personnalités dont Faure Gnassingbé.

Présent à la cérémonie qui s'est tenue sur le site du secrétariat de la ZLECAf à Accra, le président togolais, Faure Gnassingbé a adressé ses « chaleureuses félicitations » à Mahamadou Issoufou. L'ancien président du Niger a conduit avec succès l'opérationnalisation de cette initiative de l'Union Africaine.

« Je tiens à cette occasion à lui adresser mes chaleureuses félicitations pour avoir conduit avec succès cette initiative. Cette statue est une marque de reconnaissance de la contribution importante du président Mahamadou Issoufou, et de l'effort collectif des États membres pour la concrétisation de cet ambitieux marché unique africain », a posté Faure Gnassingbé.

Plusieurs leaders africains et personnalités du continent ont également assisté à la cérémonie d'hommage à l'endroit de l'ex-président nigérien.

Mahamadou Issoufou est célébré pour avoir conduit le processus de l'opérationnalisation de la ZLECAf à



son terme, comme voulue par l'Union africaine (UA). On pouvait noter la présence effective de Felix Tshisekedi de la RD Congo, par ailleurs président en exercice de l'UA.

L'Afrique et la ZLECAf

Sur les 55 pays que compte l'Union Africaine, 54 ont déjà signé l'accord instaurant la ZLECAf. 37 pays ont déjà ratifié l'accord et ont déposé leurs instruments de ratification.

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA, ZLEC ou Zlecaf), est un projet de zone de libre-échange qui concerne l'ensemble du continent africain.

La ZLECAf établit un marché unique pour les biens et services fabri-

qués en Afrique, élimine les droits de douane de 90 % et s'attaque aux barrières non tarifaires telles que les délais douaniers.

Un marché unifié de 1,2 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars est potentiellement une base solide pour l'industrialisation. Actuellement, les exportations intra-africaines représentent environ 17 % du total des exportations continentales.

L'augmentation de cette part devrait permettre d'accroître la valeur ajoutée, de contribuer à la création d'emplois et d'augmenter les revenus.

Togobreakingnews.info

Port autonome de Lomé

Un navire échoue dans le sable et rochers de Gbétchogbé



La plage de Gbétchogbé dans la zone portuaire a été témoin d'une scène inhabituelle vendredi dernier, a appris Forum de la semaine. En effet, Le navire DANDELLAN GRACE battant pavillon nigérien a échoué dans le sable et rochers sur la plage de Lomé à hauteur de Gbétchogbé.

Qu'est ce qui a pu se passer pour qu'un bateau se retrouve complètement dans le sable de la plage de Lomé? se demandent encore plusieurs témoins de l'incident. A s'en tenir aux faits, DANDELLAN GRACE, le navire battant pavillon nigérien est

sorti du port de Lomé pour un essai. Il verra son moteur tombé en panne.

Malheureusement pour les mécaniciens à bord, toutes les tentatives pour redémarrer le moteur se sont soldées par un échec. Sous le contrôle des vagues parce qu'incapable de reprendre la mer, le navire a continué ses dérives pour échouer dans le sable et rochers de la plage de Gbétchogbé dans les environs du nouveau port de pêche, côté ouest.

Aux dernières nouvelles, aucune perte en vies humaines n'a été signalée. A suivre. **Michel AKOETE**

ECONOMIE

Les banques appelées à innover pour un meilleur financement de l'économie

Le Conseil National du Crédit du Togo appelle les banques et établissements financiers du Togo à innover pour un meilleur financement de l'économie. Malgré les efforts de financement déployés et qui sont salués, le CNC invite ces établissements à mettre au point des produits et services nouveaux et améliorés. Cela permettra de financer les cycles d'investissement et d'exploitation des entreprises.

Le Conseil national du crédit du Togo a salué les efforts des banques et des systèmes financiers décentralisés pour financer notre économie dans sa phase actuelle.

Se prononçant sur le sujet au nom Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances, Simfeitchéou Pré, conseiller de Faure Gnassingbé en charge du ministère de la planification du développement a noté trois points de satisfaction.

Primo, M. Pré a salué une progression vigoureuse des concours à l'économie. Il a indiqué que le montant des nouveaux crédits mis en place au premier trimestre 2021 s'est élevé à 195 milliards, en hausse de 54% par rapport à un an plus tôt.

« Quant aux crédits octroyés par les institutions de microfinance aux agents économiques, ils ont crû pour ressortir à 37 milliards au premier trimestre 2021, contre 36 milliards un an auparavant », a-t-il salué.

Secundo, le Conseiller de



Faure Gnassingbé a salué un léger repli observé au niveau du taux d'intérêt débiteur moyen. Ce taux s'établit à 7,6% au premier trimestre 2021, contre 7,7% un an plus tôt.

Enfin tertio, M. Pré a relevé que les entreprises et les particuliers bénéficiaires de la mesure de report d'échéances ont déjà remboursé plus du tiers du montant global reporté. Une situation qui encourage les banques et les systèmes financiers décentralisés à accorder de nouveaux crédits.

« Au regard de ces évolutions encourageantes, je tiens, encore une fois, à féliciter les dirigeants des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés pour les efforts déployés », a salué Simfeitchéou Pré.

Appel aux banques malgré tout Malgré ces bons points, le

conseiller de Faure Gnassingbé a indiqué que les banques doivent redoubler d'ardeur en matière d'innovation des services et des produits financiers. Ceci, compte tenu de l'ampleur et de la nature des besoins.

« Il s'agit pour ces établissements de mettre au point des produits et services nouveaux et améliorés, afin de financer les cycles d'investissement et d'exploitation des entreprises », a lancé M. Pré aux banques.

Selon le représentant du ministre Sani Yaya, l'objectif est de rallonger la durée des crédits et de réduire davantage les coûts de financement. Toutes choses pour répondre aux besoins de financement de tous les maillons des chaînes de valeur.

Togobreakingnews.info

SOCIETE

Bientôt un rapport d'analyse budget-temps pour mesurer et valoriser le temps des travaux domestiques et non rémunérés

Un atelier de formation et d'élaboration du rapport d'analyse budget-temps du Togo a pris fin vendredi 16 juillet 2021 à Lomé.

Organisé depuis Dakar (Sénégal) en mode virtuel par le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), avec l'appui financier de l'organisation américaine Population Reference Bureau (PRB), cet atelier de cinq jours a permis de former vingt-quatre experts de l'équipe technique d'analyse du dividende démographique et de l'équipe de recherche des universités du Togo, sur la méthodologie des comptes nationaux de transfert de temps (NTTA). Un dispositif permettant de mesurer et de valoriser le temps des travaux domestiques et des travaux non rémunérés.

Il s'est agi pour CREG, selon son coordonnateur Prof. Dramani Latif, d'accompagner les experts nationaux (statisticiens, économistes, démographes, historiens, géographes, anthropologues et sociologues), déjà formés sur la méthodologie des comptes nationaux de transferts (NTA qui rend compte de tous les flux monétaires dans l'économie selon l'âge et sur le cycle de vie), sans la réalisation du rapport NTTA du Togo en se basant sur les données de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) réalisée en 2018.

Les participants durant les cinq jours de formation ont eu à exploiter les



données d'enquête EHCVM de 2018 pour produire des profils NTTA, quantifier le temps consacré aux activités de production domestique selon l'âge et le sexe, procéder à l'estimation des entrées et sorties de temps des actions de production domestique et identifier et valoriser les activités non rémunérées qui ne sont pas intégrées dans les comptes nationaux.

« Pour mieux appréhender l'ensemble des flux notamment, ceux non-monnaïres s'opérant dans l'économie et les questions d'inégalité du genre, il est important de compléter les analyses NTA par celles des comptes nationaux de transferts de temps (NTTA) (...) Cette méthodologie permet entre autres de pallier l'insuffisance et l'incomplétude du Système de Comptabilité Nationale et de renforcer le plaidoyer et les capacités pour l'élaboration de politiques

adéquates et inclusives », a fait savoir le coordonnateur du CREG.

Le rapport NTTA, selon l'expert, va orienter le Budget-Temps qui sera réalisé au Togo en vue d'intégrer dans le Produit intérieur brute (PIB) du pays, les données sur le temps mis par les individus pour effectuer des travaux domestiques non rémunérés (activités ménagères et activités de soins).

En dehors du Togo, cinq autres pays de la sous-région sont également accompagnés dans ce processus. Il s'agit du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal.

Il faut noter que le CREG est un centre africain d'excellence de NTA Network, un réseau mondial de chercheurs travaillant sur des sujets liés à l'économie générationnelle dans des contextes socio-économiques variés.

Afreepress.info

Port obligatoire des masques

Le GMS Covid-19 revient en force et inflige à nouveau des amendes



Le Groupe mixte de surveillance anti-Covid19 (GMS Covid19) a sérieusement repris service à Lomé. Et avec la manière. Les éléments du GMS ont investi plusieurs artères de la capitale pour contrôler le respect des mesures barrières contre la Covid-19. Des contrevenants sont verbalisés.

L'opération a démarré depuis le milieu de la semaine et se poursuit. Selon les indiscrétions la nouvelle descente musclée du GMS Anti-Covid19 dans les rues aurait été ordonnée par le commandant du GMS Anti-Covid19. Ceci à cause de l'augmentation du cas de coronavirus enregistrés ces jours-ci au Togo.

L'opération a débuté timidement en milieu de semaine notamment dans plusieurs quartiers de la commune d'Agobé-Nyivé 1. Elle s'est étendue vendredi à d'autres quartiers notamment Avédji, Totsi et Agbalépodo.

Consommation locale

JCL lance la semaine de la sécurité sanitaire des aliments



La plateforme « Je Consomme Local (JCL) » a lancé jeudi 15 juillet 2021 à Lomé, la semaine de la sécurité sanitaire des aliments. Dénommée « Togo Food Safety Week », la semaine sera meublée par plusieurs événements axés sur la consommation des produits locaux et des idéaux pour assurer le développement des secteurs liés à l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Placée sous le thème « Agro-entreprenariat et intégration de la démarche qualité pour une consommation locale durable », « Togo Food Safety Week » aura lieu du 19 au 21 août 2021, à l'hôtel Onomo à Lomé.

Pour Jean Paul Dimitri Tako, Promoteur de « Togo Food Safety Week », la semaine sera consacrée à la valorisation du secteur agricole et la promotion de l'entrepreneuriat togolais.

« Plusieurs personnes meurent au Togo à cause d'une mauvaise alimentation. Pour permettre au Togolais de manger et être en bonne santé sans soucis, nous avons décidé de promouvoir la

Au carrefour d'Agbalépodo, à quelques mètres du marché où nous sommes rendus, ce sont le lieutenant Gbadjodji du camp de police de Logopé et ses éléments qui sont aux trousses des usagers de la route qui sont sans cache-nez.

Intraitable GMS

Ce contrôle n'échappe à personne. Qu'on soit en voiture ou à moto ou qu'on soit piéton, on est tenu de porter correctement son masque de protection contre la Covid-19.

Les contrevenants sont soit verbalisés en payant une amende de 3000F CFA ou soit obligés de rebrousser chemin.

Cette façon d'exercer par le GMS Anti-Covid19 n'est plus arrivée il y a un temps. Son prédécesseur (FOSAP) avait travaillé à la prise de conscience par les citoyens de la crise sanitaire. Mais un temps, l'on a constaté un relâchement. **Togobreakingnews.info**

CNAP

Abass Kaboua blessé, crache toutes les « vérités »

La barque 'Alliance nationale pour le changement' (ANC) prend l'eau de toute part. A la suite du ministre Payadowa Boukpepsi qui effleure le sujet, Abass Kaboua décide d'aller au fond des choses. Selon le président du Mouvement des républicains centristes (MRC), parti qui a pris part à la Concertation nationale des acteurs politiques (CNAP), 2 sujets ont été à la base du départ tardif de l'ANC de ce cadre de dialogue. Il s'agit, selon M. Kaboua, de la nouvelle composition de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et de l'âge limite d'éligibilité à l'élection présidentielle au Togo.

Sur le premier point, Abass Kaboua affirme que l'ANC ne voulait pas qu'un autre parti de l'opposition, en l'occurrence l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) de Prof. Tchabouré Gogue siège à la CENI.

« Puisque nous avons décidé d'avoir toujours une CENI politique au Togo, la nouvelle CENI sera composée comme suit : majorité 7 membres, opposition 7 membres composée comme suit : 4 parlementaires alors qu'il y a 5 partis politiques à l'Assemblée nationale et 3 extra-parlementaires. Ces 3 personnes seront désignées par les 3 premiers partis arrivés en tête des dernières élections locales », a-t-il déclaré jeudi sur New World TV.

Ces 3 partis extraparlamentaires dans l'ordre, selon M. Kaboua, sont l'ANC, les Forces démocratiques pour la République (FDR) de Me Djidji Apévon et de l'ADDI. « C'est là où l'ANC dit non, qu'elle doit avoir 2 repré-



sentants à la CENI alors que le MRC, un parti parlementaire, ne sera pas représenté à la CENI », fait-il remarquer.

Ce n'est pas tout. Autre chose importante sur la nouvelle composition de la CENI, c'est l'Assemblée nationale qui validera le dossier de chacun des 17 membres à la CENI. A ce propos, les 3 partis politiques extraparlamentaires vont désigner chacun, 2 personnes et c'est l'Assemblée nationale qui portera son choix sur les 3 personnes devant représenter chacun des 3 partis à la CENI.

« Ce qui est bien, c'est que c'est le parti au pouvoir Union pour la République (UNIR) qui a fait cette proposition », a-t-il ajouté.

Le second sujet qui n'a pas plu à l'ANC, selon Abass Kaboua, c'est la fixation de l'âge plafond pour être candidat à l'élection présidentielle au Togo.

« Des gens ont proposé 85 ans puisque l'âge minimum, c'est 35 ans. Ce pays est triste. En plénière, j'ai réagi qu'on ne va pas ridiculiser ce pays à ce point pour plaire ceux qui crient. Pourquoi des gens du comité ont proposé 70 ans et d'autres ont refusé ? C'est parce que quelqu'un, aujourd'hui, a 69 ans », a-t-il souligné.

Il parle ainsi de Jean-Pierre Fabre, le leader de l'ANC. En 2025, il aura 73 ans.

Comme déjà appris, le député dit haut et fort que la CNAP avait un programme bien établi, un programme connu de tous. Les travaux ont commencé le 19 janvier, et le 17 juillet, tout est fini. Si quelqu'un devrait partir, il devrait le faire plus tôt, a-t-il dit.

Globalactu.com

POLITIQUE

Boycotter après, c'est bon, c'est juteux !

Le climat politique togolais est en passe de s'envenimer. Et pour cause, le parti orange du célèbre opposant togolais, Jean-Pierre Fabre, vient de faire volte-face à quelques heures de la fin des travaux de la Concertation nationale des acteurs politiques (CNAP), censée aplanir les divergences en vue de prochaines élections paisibles, transparentes, et patati patata...

Cette situation a provoqué le courroux du ministre de l'Administration territoriale, chef de ces assistés politiques. Payadowa Boukpepsi ne comprend pas comment, par exemple, un élève en classe de Terminal, puisse suivre des cours toute une année scolaire et refuser d'aller passer le BAC, ceci à la veille de ce précieux examen qui fait de vous, élève, un grand quelqu'un de demain, c'est-à-dire un étudiant. Hé oui, un étudiant qui est un ministre, un DG en herbe, en devenir quoi.

Pour le ministre de l'Administration territoriale, cet élève aurait mieux fait de quitter les bancs dès le premier trimestre et se consacrer à ce qu'il rêve de faire. Tout comme le parti des orphelins, du Bélier noir, qui très tôt a dit : « Moi, je ne veux pas assister à ces discussions où les gens tourment en rond ». Et, c'est clair et limpide...

Mais l'autre, des côtes là, a regardé loin et même plus loin. Il a bien assisté aux réunions préparatoires, aux réunions de prise



de décisions et même fait des propositions qui ont été de surcroît adoptées. Hahaha ! Mais voilà ! Avant qu'on ne sonne la cloche pour la fin des travaux, comme au lycée, le gars a dit « Moi monsieur ! Je ne veux pas poursuivre... parce que... parce que... ».

Hmm comment est-ce possible ? Certainement que vous vous êtes posé cette même question à 100 points. Eh bien, nous nous sommes introduits dans les méandres, des méandres du parti en question. Et on a même écouté à travers les murs lézardés. Surprise ! Comme qui cherche finit toujours par trouver, cette confidence nous est tombée

dans les oreilles : « Chaque réunion induit une prime de 200.000FCfa par participant aux travaux du CNAP. Or, il y en a eu 17 au total. Donc, chaque participant a empoché quelques 3.400.000FCFA (17x200.000FCA). Et les absents ont zéro franc ». En boycottant à la fin des travaux, on ne peut pas vous arracher cet argent que vous aviez caché quelque part.

Vous convenez avec moi que « affaire de boycott » là est juteuse non... et les absents vont se mordre copieusement les doigts jusqu'aux os.

macite.info

SOCIÉTÉ

Amélioration de l'accès à l'eau potable dans la région de la Kara, zoom sur les projets



Au Togo, les premières autorités du pays attachent du prix à l'amélioration des conditions d'accès des populations à l'eau potable. Pour cela, le gouvernement à travers le ministère de l'Eau et de l'hydraulique villageoise avec le soutien des partenaires techniques et financiers, mène diverses actions notamment, des projets de grandes envergures dans le domaine de l'accès à l'eau potable. Zoom sur les grands projets en cours de réalisation dans la région de la Kara, une région qui éprouve très souvent, des difficultés en matière d'accès à la source de vie qu'est l'eau.

Projet d'alimentation en eau potable des centres semi-urbain (PAEPCSU)

En effet, dans le souci de contribuer à l'amélioration de la desserte en eau potable à Kara, le projet PAEPCSU, en cours d'exécution, prévoit construire 19 forages, 232 bonnes fontaines et 11 mini-adductions en eau potable dans 18 localités des régions de la Kara, Centrale et des Plateaux. L'aménagement de 5 prises en rivière permettra de réaliser les branchements privés (700) et d'alimenter les bonnes fontaines pour environ 48 935 personnes.

Site du projet PAEPCSU

D'un coût de 10 milliards 450 millions, financé grâce à un prêt octroyé par le BOAD, le projet va à terme en 2024. Très reconnaissant des efforts du gouvernement en général et dans le secteur de l'eau en particulier, les populations ont tenu à remercier le chef de l'État. « L'eau c'est la vie. Lorsque nous avons eu écho de ce projet, nous avons été comblés parce que ce forage à travers le château d'eau qui sera construit pourra alimenter toute la population de la commune de kéran 3 et nous ne pouvons que dire nos sincères remerciements au

chef de l'État et à travers lui, tout le gouvernement qui au quotidien se soucie des populations à la base », a indiqué au nom de la population de sa commune, l'adjoint au maire de la commune de kéran 3, Tikpambiti Villageois

Réalisation de forages par la Brigade mobile du ministère de l'eau et de l'hydraulique Villageoise

Le gouvernement togolais à travers le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise a mis en place une stratégie d'intervention en régie, en se dotant d'une machine à foreuse. Cet équipement permet d'intervenir en temps réel partout où besoin est pour donner de l'eau potable aux populations les plus vulnérables. Après la région des Savanes où une centaine de forages ont été réalisés dans une trentaine de villages (Mandouri, Tossioque, Nadjou, Tchabigou, Barkoissi, Bogou, Yempab, Boale, etc), l'équipe est actuellement à Kara pour les mêmes interventions, donner de l'eau potable à la population.

La Foreuse du ministère de l'Eau mobilisée pour la Brigade mobile

Projet Acropole à Kara

Ce projet multisectoriel prévoit dans la région de la Kara, la réalisation de 80 nouveaux forages dont 40 équipés de pompes mixte et 40 équipés de PMH ainsi que la réhabilitation de 20 anciens forages équipés de PMH.

La feuille de route du gouvernement est en marche dans le secteur de l'eau. De grandes réalisations sont en cours sur toute l'étendue du territoire national pour desservir les populations en eau potable.

Afrique-news.info

CELEBRATION

La fête de l'Aïd el-Kébir résistera-t-elle au covid ?

El Hadj Bouraïma Inoussa, président de l'UMT... Médecin-colonel Djibril Mohaman, de la cellule de riposte au covid-19 au Togo.

Le monde musulman célèbre le mardi 20 juillet prochain, la fête de l'Aïd el Kébir. Une occasion de retrouvailles, de partage pour les familles, et même d'organisation des sorties pour ressouder les liens familiaux. Mais seulement voilà, la pandémie du coronavirus oblige. Et l'exécutif togolais avait dans un communiqué conjoint la semaine dernière, « interdit tout regroupement festif » dans le cadre de la célébration des fêtes traditionnelle. Certes, l'Aïd el Kébir, n'est pas une fête traditionnelle, mais lors des célébrations de cette fête musulmane, est-ce que les mesures barrières édictées par les autorités sanitaires seront-elles respectées ?

Le monde musulman va commémorer le 20 juillet prochain, un épisode recueilli dans le Coran, celui du sacrifice d'Abraham. Selon un récit coranique, la situation se présente comme suit : « Abraham se voit, en songe, en train de sacrifier son fils. Il s'apprête ensuite à obéir à cette vision, mais son geste sera stoppé au dernier moment par l'ange Gabriel, envoyé par Dieu, avec la substitution de l'enfant par une « immolation généreuse » (sourate 37, verset 107). »

Le marché au bétail (Photo archives).

L'aïd el kébir ou Aïd al Adha, qui signifie « fête du sacrifice », est l'un des



événements les plus importants du calendrier musulman. Cette année encore, des milliers de fidèles se sont souhaités un « aidmoubarak » (que l'on peut traduire par « bonne fête de l'aïd »), malgré la crise sanitaire du coronavirus. Célébrée le 10e jour du mois lunaire de Dhûlhijja, le « mois du pèlerinage », l'Aïd el kébir dure trois jours.

Ainsi, la célébration de l'Aïd el-Kébir mêle une grande prière et des sacrifices traditionnels de moutons qui ont lieu dans le monde entier, donnant lieu à un repas de partage avec les proches et des personnes dans le besoin.

En 2020, les célébrations avaient donc débuté le vendredi 31 juillet et se prolongeront jusqu'au lundi 3 août. Compte tenu du contexte, nombreuses sont les mosquées à s'être adaptées pour respecter les gestes barrières, en organisant la grande prière en extérieur notamment, ou en la diffusant en



direct sur les réseaux sociaux.

Mais le hic, selon certaines indiscretions, cette année, l'exécutif togolais semble faire deux poids deux mesures. Et pour cause, le Togo étant un pays laïc, l'on ne peut interdire une fête et autoriser une autre. Comment comprendre que les fêtes traditionnelles (Evala, Akpéma, Ekpéssosso, ...), occasion de regroupements festifs annuels, sont interdites au profit d'une célébration dans chaque famille, et fermer les yeux pour une fête future musulmane ? Au passage, les fidèles chrétiens ont été copieusement rabroués quand il été question de célébrer la Noël et le Nouvel an, il y a quelques mois.

Vivement que des mesures soient prises pour rétablir cette partialité dans les prises de décisions. La santé publique en dépend. Bonne fête de l'Aïd el kébir...

macite.info

Dapaong

Un barrage construit à coût de 76 millions, n'a pas résisté après seulement 2 pluies



Les populations rurales de Sidiki et de Konkoagou dans la préfecture de Tône, sont dans le désarroi. Les violentes pluies du mardi dernier leur ont été fatales. Le nouveau barrage qui faisait leur félicité depuis le 8 juillet, jour de son inauguration, s'est effondré 5 jours plus tard, sous les affres d'une pluie diluvienne.

Nouvellement construite à coût de 76 millions de francs CFA, la digue de rétention d'eau qui devrait alimenter les ménages en eau et servir dans les campagnes agricoles, a été emportée par l'eau, après une puissante pluie.

Selon le site d'information Agridigitale, la situation a provoqué une profonde indignation auprès des populations riveraines. Si pour l'heure on ne sait ce qui a provoqué cette situation malencontreuse, selon la même source, des langues mettent en cause la défaillance des topographes.

« Ce sont les topographes qui ont tracé les profils et c'est au regard

des informations communiquées que les décisions sont prises pour savoir quel côté mettre le déversoir », écrit le site.

Et de poursuivre qu'il y a eu une mauvaise transmission de l'information contenue dans l'étude.

Pour information, il est vrai que la pluie du mardi dernier a fini avec le barrage. Cependant, dans la nuit du 8 juillet, jour de l'inauguration où les populations ont jubilé et ont sûrement passé une bonne nuit avec l'idée que le barrage tant voulu est désormais construit, il a aussi plu. Et cette première pluie a sérieusement endommagé le barrage.

Des travaux ont été rapidement faits pour badigeonner le barrage. Celui-ci, construit grâce au financement d'une association française, n'a pas pu résister devant la seconde pluie.

Globalactu.com

Doufelgou 1

Voici les explications du Maire Kpankpalgo après sa démission

DOUFELGOU

Kpankpalgo Bassawélé n'est plus le Maire de Doufelgou 1. L'ancien Proviseur du Lycée de Niamtougou et membre du parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR), a démissionné de la tête de la municipalité, après un peu plus d'un an de fonction.

En effet, le 08 juin 2021, M. Kpankpalgo a saisi par courrier, le Préfet de Doufelgou, de sa démission au poste de Maire de Doufelgou 1.

Si le courrier reste muet sur les raisons de cette démission, les commentaires vont bon train sur les réseaux sociaux sur cette décision du Maire de Doufelgou, membre du parti au pouvoir.

Joint au téléphone par notre rédaction, M. Kpankpalgo confirme sa démission et explique qu'elle était volontaire.

« Moi ma décision n'a rien avoir avec aucun problème que ce soit. C'est moi-même qui ai écrit la lettre et signé. Je devais le faire dans le mois de mai. Mais j'ai attendu qu'on boucle notre compte administratif, puisque je suis le responsable. Et quand on a bouclé je suis passé à l'acte c'est tout », nous a-t-il confié.

Rappelons qu'après la démission, M. Kpankpalgo reste un élu local de la commune.

gapola.net

VIVAMALIX

DOMOTIQUE ELECTRONIQUE MULTIMEDIA INFORMATIQUE TÉLÉCOM

DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS IT

EQUIPEMENTS

EXPERTISE

INSTALLATION

SERVICES

FORMATION

MAINTENANCE & SAV

515 à KEGUE, non Loin de la FEDERATION TOGOLAISE DE FOOTBALL, Axe du Terminal du SAHEL en allant vers SWALLOW'S CLUB et CETEF TOGO 2000, 3ème Vons à droite

+228 90 05 80 55



+228 90 05 80 55

Pôle
HITECH

**Installation
& assistance
Système
WEBINAIR
(Télé - conférence)**

Nous vous accompagnons.
Confiez nous votre budget

CAN2022

La Caf sans pitié, une sélection disqualifiée, une autre frotte les mains

La confédération africaine de football a été sans pitié à quelque mois du rendez-vous de fête continentale de football, prévu du 9 janvier au 6 février 2022 prochain au Cameroun, pays des légendes du football africain, Samuel Eto'o et Roger Mila.

En effet, la décision est tombée comme un coup de poignard sur la tête de la sélection nationale du Zimbabwe. Deuxième du groupe H lors des qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations avec 8 points, le Zimbabwe a été disqualifié par la CAF et donc ne participera plus à la phase finale du côté du Cameroun. Les Warriors n'ont plus que les yeux pour pleurer pour avoir commis une erreur administrative qui finalement les rattrape. Car en effet, la raison de leur disqualification est d'avoir aligné un joueur non-qualifié à jouer le match de la 5ème journée des éliminatoires remportée 1-0 contre le Botswana en mars dernier.

C'est ce qui est contenu dans la décision de la CAF transmise à la fédération zimbabwéenne de football via une lettre. L'erreur administrative porte notamment sur le capitaine des



Warrios, Knowledge Musona aligné lors de ce match contre le Botswana alors qu'il avait accumulé trois cartons jaunes consécutifs et ne devrait pas jouer cette rencontre. C'est donc cette erreur administrative du secrétariat de la fédération zimbabwéenne et du staff technique qui met hors course le Zimbabwe pour la phase finale au Cameroun. Un terrible coup dur pour ces jeunes footballeurs zimbabwés qui ont tout fait pour se qua-



lifier.

Et comme le malheur des uns fait le bonheur des autres, la Zambie qui avait été coiffée au poteau, troisième avec 7 points derrière le Zimbabwe, se frotte les mains et va finalement répondre présent en terre Camerounaise en janvier prochain lors de la phase finale du championnat d'Afrique des nations de football.

Afrique-news.info

Activités sportives

Voici la condition de la ministre des sports pour leur reprise



Toutes les activités sportives sur toute l'étendue du territoire peuvent reprendre de façon normale comme c'est le cas des championnats nationaux de football de D1 et D2. Mais ceci à une seule et unique condition selon la ministre des Sports, Dr Lidi Bessi Kama.

A en croire la ministre dans une lettre en date du 12 juillet dernier, la reprise de toutes activités sportives imminentes. Pour que les acteurs concernés prennent du plaisir comme c'est le cas avant, il faut que ceux-ci soient obligatoirement vaccinés contre la pandémie de Covid-19.

C'est ainsi qu'une campagne de vaccination contre la Covid-19 au profit des acteurs des fédérations nationales sportives et des loisirs est organisée en collaboration avec la Coordination nationale de gestion de riposte de la Covid-19 et le ministère de la santé, le ministère des sports.

Mais avant, les différentes fédérations concernées doivent « communiquer l'effectif global des acteurs de leurs structures respectives à la direction des sports et de l'éducation physique et à la direction des loisirs au plus tard, le vendredi 16 juillet 2021 ».

Michel AKOETE

FORUM

DE LA SEMAINE

NE RIEN FAIRE POUR PLAIRE, NE RIEN FAIRE POUR NUIRE

GRUPE FORUM PRESSE GFP

Directeur Général chargé de la Publication

Jean-Baptiste K. D. DZILAN

(alias Dimas DZIKODO)

B.P. 81 129 Lomé-Togo

Siège: Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti

Tél: +228 22 61 14 72 / 93 53 54 55

E-Mail: forumquotidien@gmail.com

Récépissé N° 200/15/05/03/HAAC

Comité de rédaction

Michel AKOETE

Kiwi AMEGANWOVOE

Informatique & Infographie

ALLYN Ekoué Mobali

Directeur Commercial

Norbert APETO

Imprimerie: SAMEXCOM

Tirage: 5000 Exemplaires